



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
(NOMINATIFS)
N°2024-088

PUBLIÉ LE 3 MAI 2024

Sommaire

Centre hospitalier d'Abbeville /

80-2024-05-02-00014 - Décision de nomination des membres du personnel du centre hospitalier d'Abbeville autorisés à consulter le registre national automatisé des refus de prélèvements (2 pages)

Page 3

Direction Départementale des Territoires et de la Mer / service environnement et littoral

80-2024-04-26-00002 - Arrêté portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces animales protégées définie à l'article L.411-2 du Code de l'Environnement au bénéfice de la ville de Mers-les-Bains pour procéder, sur le territoire de sa commune, à la stérilisation des œufs de l'espèce protégée Goéland argenté - Larus argentatus pour les années 2024, 2025 et 2026 (8 pages)

Page 6

Préfecture de la Somme - Sous-Préfecture d'Abbeville / Sous-Préfecture d'Abbeville

80-2024-05-02-00024 - Arrêté portant convocation des électeurs de Favières à une élection municipale partielle complémentaire les 16 et 23 juin 2024 et fixant les dates d'ouverture et de clôture du délai de dépôt des déclarations de candidature pour l'élection de quatre conseillers municipaux (2 pages)

Page 15

Service Départemental d'Incendie et de Secours /

80-2024-04-12-00003 - Arrêté Brevet National 2024 des Jeunes Sapeurs-Pompiers de la Somme (2 pages)

Page 18

Centre hospitalier d'Abbeville

80-2024-05-02-00014

Décision de nomination des membres du
personnel du centre hospitalier d'Abbeville
autorisés à consulter le registre national
automatisé des refus de prélèvements



CENTRE HOSPITALIER

DIRECTION

43 rue de l'Isle

80142 ABBEVILLE CEDEX

☎ 03 22 25 52 01 - 📠 03 22 25 53 96

Courriel : direction@ch-abbeville.fr

Décision de nomination des membres du personnel du Centre hospitalier d'Abbeville autorisés à consulter le registre national automatisé des refus de prélèvements.

La Directrice

- Vu le décret n° 97 – 704 du 30 mai 1997 relatif au Registre national automatisé des refus de prélèvements sur une personne décédée d'organes, de tissus et de cellules et modifiant le Code de la santé publique
- Vu l'article R 671 – 7 – 11 du Code de la santé publique
- Vu l'arrêté du 2 juillet 1998 relatif à la mise en service du Registre national automatisé des refus de prélèvements sur une personne décédée d'organes, de tissus et de cellules

DECIDE

Article 1 : sont habilités à consulter le Registre national automatisé des refus de prélèvements sur une personne décédée d'organes, de tissus et de cellules :

- Monsieur Michel CLEMENT, Directeur par intérim, chargé des affaires générales et juridiques.
- Madame Valérie GENEST, Directrice Adjointe chargée de la Direction des ressources humaines et des affaires médicales.
- Monsieur Clément PERREARD, Directeur Adjoint chargé de la Direction des Services Financiers et de la Gestion des patients, et de la Communication.
- Monsieur Cyril DUFLOT, Directeur adjoint chargé des Travaux et Services techniques, de la Sécurité et des Systèmes d'information.
- Monsieur Sébastien GOSSELIN, Directeur des EHPAD
- Monsieur Frédéric DUFOUR, Président de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médicotechniques – Coordonnateur général des soins.
- Monsieur Stéphane BAHEUX, Directeur Adjoint, chargé des Services économiques, de la logistique et des achats en lien avec le GHT.
- Madame Lucile LEFEBVRE, Cadre supérieure de santé à la Coordination générale des soins.
- Monsieur Nicolas LEFEBVRE, Attaché d'administration hospitalière, Gestion des patients.
- Monsieur Frédéric DUPUIS, Cadre supérieur de santé, Pôle Anesthésie-Réanimation-Urgences-Chirurgie.
- Madame Karine HAUTBOUT, Cadre supérieure de santé, Pôle Médecine et Cancérologie.

- Madame Claire BEZOT, Cadre supérieure de santé, Pôle Femme-Enfant.
- Monsieur Allan MIARLET, Cadre de santé, Réanimation.
- Monsieur Laurent PRINCE, Cadre de santé, Chirurgie.
- Madame Aline DELTOUR, Cadre de santé, Cardiologie.

Article 2 : la présente décision annule et remplace la décision sur le même objet en date du 4 septembre 2023.

Fait à Abbeville, le 2 mai 2024.

Le Directeur par intérim,
M. CLEMENT



Direction Départementale des Territoires et de
la Mer

80-2024-04-26-00002

Arrêté portant dérogation à l'interdiction de
destruction d'espèces animales protégées
définie à l'article L.411-2 du Code de
l'Environnement

au bénéfice de la ville de Mers-les-Bains pour
procéder, sur le territoire de sa commune, à la
stérilisation des œufs de l'espèce protégée
Goéland argenté - *Larus argentatus* pour les
années 2024, 2025 et 2026

**portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces animales
protégées
définie à l'article L.411-2 du Code de l'Environnement
au bénéfice de la ville de Mers-les-Bains pour procéder,
sur le territoire de sa commune,
à la stérilisation des œufs de l'espèce protégée Goéland argenté - *Larus
argentatus*
pour les années 2024, 2025 et 2026**

**LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

Vu la directive européenne n°92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages ;

Vu la directive européenne n°2009/147/CE du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages, notamment son article 9 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.411-1 à L.411-3 et R.411-1 à R.411-14, et R.412-11 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination du préfet de la Somme, M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT ;

Vu l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié, fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2013 fixant les conditions et les limites dans lesquelles des dérogations à l'interdiction de naturalisation de spécimens d'espèces animales protégées peuvent être accordées par les préfets ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2014 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations à l'interdiction de destruction d'œufs de goélands peuvent être accordées en milieu urbain par les préfets ;

Vu l'arrêté du premier ministre et du ministre de l'Intérieur du 6 septembre 2019 nommant Madame Emmanuelle CLOMES, ingénieure en chef des ponts des eaux et des forêts, directrice départementale des territoires et de la mer de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2023 donnant délégation de signature en qualité de directrice départementale des territoires et de la mer de la Somme à Madame Emmanuelle CLOMES ;

Vu l'arrêté préfectoral de subdélégation de signature d'ordre général modifié de la direction départementale des territoires et de la mer en date du 30 novembre 2023 ;

Vu la demande de dérogation au régime de protection des espèces pour destruction, en date du 1^{er} février 2024 par la ville de Mers-les-Bains et complétée par mail le 11 avril 2024 ;

Vu la consultation du public du 3 au 24 avril 2024 et son absence de retour ;

Considérant qu'environ 246 nids sont présents sur le territoire de la commune en 2023 en dehors de l'usine Verescence ;

Considérant les nuisances provoquées à la salubrité publique par les goélands argentés ;

Considérant que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations de l'espèce visée par la demande dans leur aire de répartition naturelle ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme ;

ARRÊTE

Article 1er. – Identité du bénéficiaire et champ d'application de l'arrêté

Le bénéficiaire de l'autorisation est la ville de Mers-les-Bains - Hôtel de ville, avenue Pierre et Marie Curie
BP 70045 - 80350 MERS-LES-BAINS, représentée par son maire, M. Michel DELÉPINE.

Le bénéficiaire est responsable de la bonne mise en œuvre de l'ensemble de l'arrêté de dérogation, y compris en cas de recours à tierce personne.

Article 2 – Nature de l'opération

Le bénéficiaire visé à l'article 1 est autorisée à procéder ou à faire procéder à des opérations de stérilisation d'œufs de goéland argenté (*Larus argentatus*) dans les conditions définies ci-après.

La ville de Mers-les-Bains assure le suivi technique de la présente dérogation.

L'autorisation n'est pas accordée pour la stérilisation des œufs d'autres espèces d'oiseaux ou autres.

La dérogation n'autorise pas la destruction directe de spécimens (écrasement des œufs, oisillons, adultes) ni l'enlèvement des nids occupés par des goélands, pour quelque raison que ce soit. Cependant, s'il est nécessaire de procéder à l'enlèvement des nids pour des raisons sanitaires ou de sécurité, cela ne pourra se faire qu'une fois la période de nidification terminée. Le motif devra être justifié dans le bilan annuel (exemple : le nid bouche la conduite d'aération de l'immeuble).

Si des poussins venaient à être blessés suite à l'intervention humaine, ou si un nid contenant des œufs et/ou des poussins devait être détruit par inadvertance ou pour des raisons impératives de sécurité, les œufs et poussins seraient transférés à un centre de sauvegarde de la faune sauvage. Les frais éventuels sont à la charge du bénéficiaire ou de son délégataire.

Article 3 – Localisation des interventions

Les secteurs d'intervention sont indiqués dans la carte jointe au présent arrêté (annexe 1 : localisation cartographique des sites d'intervention).

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. En particulier, cet arrêté ne vaut pas autorisation de pénétration dans des propriétés closes relevant de la loi du 29 décembre 1892 susvisée, ou de la loi n° 43-374 du 08 juillet 1943.

Le présent arrêté ne se substitue pas et ne fait pas obstacle aux autres réglementations éventuellement applicables.

La présente autorisation ne dispense pas d'autres accords ou autorisations qui pourraient être par ailleurs nécessaires pour la réalisation de l'opération, au titre d'autres législations.

Article 4. – Durée et période d'intervention

Le bénéficiaire est autorisé à procéder, ou faire procéder, à la stérilisation des œufs de goéland argenté (*Larus argentatus*) pour les années 2024, 2025 et 2026.

La campagne de stérilisation des œufs aura lieu sur la période de mai à juin en deux passages, sur des séquences courtes. Les opérations doivent être conduites idéalement comme suit :

- un premier passage dans le courant du mois de mai de chaque année,
- un deuxième passage, trois semaines après le premier passage, de chaque année pour stériliser les pontes tardives.

Article 5. – Modalités de mise en œuvre de l'autorisation

Un comptage des individus et l'identification des nids de goéland argenté devra être effectué par un ornithologue expérimenté ou une personne ayant les compétences en avifaune avant la première campagne de stérilisation. Un second comptage devra être réalisé à l'issue de la période autorisée pour procéder au recensement des poussins et des jeunes à l'envol. Aucune intervention n'est autorisée sur les poussins et il est interdit de pulvériser les œufs en présence de poussin(s) dans le nid.

La stérilisation des œufs est assurée par application sur la coquille de substances autorisées permettant d'interrompre l'évolution de l'embryon ou par l'usage de tout autre procédé ou substance autorisés ayant le même effet.

Dans l'objectif de protéger les oiseaux lors de la couvaison et de limiter les risques pour l'environnement, la pulvérisation d'un produit à base d'huile non nocive par ingestion ou par contact, sans formol ni formaldéhyde, est recommandée.

Les personnes réalisant les opérations de destruction des œufs doivent justifier qu'elles ont suivi une formation adaptée pour identifier les espèces de goélands et approcher les nids en toute sécurité, dispensée par une ou plusieurs personnes dont la compétence pour identifier les différentes espèces de goélands et pour approcher ces oiseaux en toute sécurité a été vérifiée par le service en charge du suivi technique.

Article 6. – Mesures de réductions et d'accompagnement

En complément des opérations de stérilisation, afin de prévenir la multiplication des goélands en milieu urbain, il est indispensable de mettre en place et de faire respecter des mesures suivantes :

- interdiction de nourrir les goélands, notamment en respect du Règlement sanitaire départemental,
- limitation des accès des goélands aux ressources alimentaires (poubelles par exemple),
- collecte des déchets et des plastiques afin que les oiseaux ne puissent pas les utiliser comme matériaux pour construire les nids,
- le stockage des déchets dans des containers fermés,
- l'utilisation de dispositifs non létaux, ni délibérément mutilantes ou blessantes permettant d'éviter la construction des nids sur les toits, ni vulnérants d'éloignement des oiseaux ou d'empêchement de fréquentation, sur les lieux de nidification. La mise en place de ces dispositifs devra être faite en dehors de la période de reproduction des oiseaux,
- afin de limiter l'installation de couples reproducteurs, la destruction des prémices de nids est autorisée jusque fin mars puis à partir de la fin de la période de reproduction. La description des mesures mises en place doit figurer dans la demande de dérogation ainsi que dans le bilan annuel des opérations conduites pour limiter les populations de goélands en milieu urbain, ainsi que dans le rapport de fin d'opération.

En complément des opérations pré-citées, le bénéficiaire informe et sensibilise la population mersoise sur l'espèce et le projet de régulation de la commune.

Article 7. – Documents de suivis et de bilans

Un bilan annuel détaillé et complet des opérations est établi par le bénéficiaire et communiqué à la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) de la Somme, idéalement avant le 30 septembre de l'année courante, ou à défaut avant le 31 décembre de chaque année.

Ce bilan doit répondre au plan suivant:

- Le rappel de la justification de la demande et de la localisation des zones de nidification connues, à l'aide d'une cartographie ;
- La description des mesures de prévention prises pour limiter l'installation des goélands nicheurs (dispositifs empêchant le cantonnement des goélands...), et notamment :
 - les mesures limitant l'accès des goélands aux sources alimentaires,
 - les mesures non létales ni délibérément mutilantes ou blessantes permettant d'éviter la construction par ces oiseaux de nids sur les toits.
- Le déroulement des opérations de stérilisation des œufs:
 - Les dates des interventions ;
 - La méthodologie utilisée au cours des opérations de stérilisation (produit utilisé, nombre de jours pour chaque passage.) ;
 - Les zones traitées, avec leur représentation graphique ;
 - Les raisons pour lesquelles certaines zones n'ont pu être traitées;
 - Les résultats constatés : les résultats doivent être présentés selon le modèle de tableau fourni en annexe 2.
- L'évaluation de la mise en œuvre de la dérogation :
 - L'évolution de la population de goélands avec transmission des séries annuelles sur 3 ans reprenant le nombre de nids recensés, le nombre de nids stérilisés et le nombre de jeunes à l'envol.
 - Les reports constatés sur des zones adjacentes aux secteurs traités, y compris les zones urbaines des communes limitrophes ; le recensement ne doit pas se limiter aux zones de stérilisation, afin d'assurer une meilleure lisibilité de l'impact réel sur la population de Goélands.
 - Le recensement de la population de Goélands sur le site en début de nidification et en fin de campagne d'intervention.

- Le pourcentage de la population de Goélands présente sur le site, impactée par les opérations de stérilisation. L'évolution des populations de Goélands doit être présentée textuellement avec un support cartographique.

L'ensemble des données produites et acquises dans le cadre du présent arrêté doivent être fournies à la DDTM sous forme de bases de données numériques.

Les données produites seront des données de propriété patrimoniale publique. L'ensemble des données obtenues dans le cadre de cette dérogation et transmises à la DDTM deviendront des données publiques.

Les données collectées devront être également déposées sur le système d'information sur la nature et les paysages (SINP) des Hauts-de-France.

Au bout des trois années, est également communiqué un rapport final, avant le 31 décembre de l'année d'échéance (délai de rigueur).

Ce rapport final rappelle la justification de la demande et la localisation des zones de nidification connues, précise les dates des interventions, la méthodologie utilisée au cours des opérations de stérilisation, les zones traitées, les raisons pour lesquelles certaines zones n'ont pu être traitées, les résultats constatés. Il est accompagné d'une description des mesures de prévention prises pour limiter l'installation de goélands nicheurs.

Article 8. – Durée de validité de l'autorisation

La durée de validité de la présente autorisation est de trois ans, jusqu'au 31 décembre 2026, dans le cadre tel que présenté. Dans le cas contraire, en cas de changement notable, ou si la réglementation évolue, l'administration se réserve le droit de mettre fin, sans indemnité, à cette autorisation.

Article 9. – Mesures de contrôles et sanctions encourues

Conformément aux articles L.171-1 et suivants du code de l'environnement, relatifs aux contrôles administratifs et mesures de police, les fonctionnaires et agents chargés des contrôles sont habilités à vérifier la bonne mise en œuvre de la présente autorisation.

Les contrôles pourraient porter sur :

- le respect de l'ensemble des conditions d'octroi de la dérogation,
- les documents de suivis et les bilans.

La mise en œuvre des dispositions définies au présent arrêté peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Durant l'ensemble de l'opération, les intervenants doivent être en mesure de présenter une copie du présent arrêté à toute autorité dotée d'un pouvoir de police en la matière.

Le non-respect du présent arrêté est puni des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement. En cas de non-respect de l'ensemble des prescriptions du présent arrêté le bénéficiaire s'expose aux sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, dont la suspension des travaux jusqu'à exécution complète des conditions imposées.

Modifications, suspensions, retrait, renouvellement : l'arrêté de dérogation pourra être modifié, suspendu ou retiré si l'une des obligations faites au bénéficiaire n'était pas respectée. La modification, la suspension ou le retrait ne feront pas obstacle à d'éventuelles poursuites, notamment au titre de l'article L.415-1 à 6 du code de l'environnement.

Article 10. – Voies et délais de recours

La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens – 14, rue Lemerchier – 80011 Amiens cedex 1 – dans un délai de

deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la Somme. Le tribunal administratif peut également être saisi, dans le même délai, par l'intermédiaire de l'application « télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr.

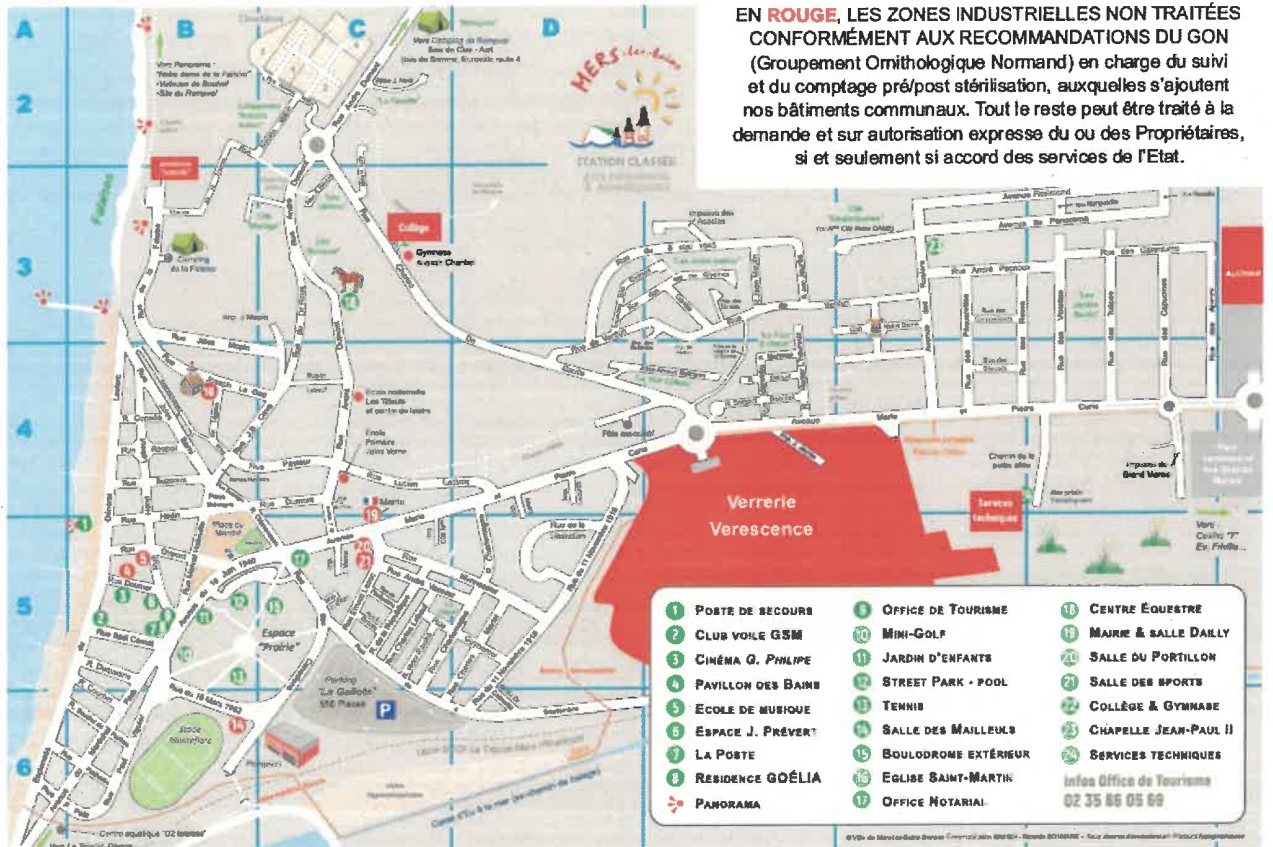
Article 11. – Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, la directrice départementale des territoires et de la mer de la Somme, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le commandant du groupement de gendarmerie de la Somme, le maire de la commune de Mers-les-Bains, les gardes particuliers assermentés, sont chargés, chacun en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans toutes les communes.

Amiens, le 26 avril 2024

La responsable du bureau
nature

Suzanne Guyard

Annexe : Plan d'intervention



Préfecture de la Somme - Sous-Préfecture
d'Abbeville

80-2024-05-02-00024

Arrêté portant convocation des électeurs de Favières à une élection municipale partielle complémentaire les 16 et 23 juin 2024 et fixant les dates d'ouverture et de clôture du délai de dépôt des déclarations de candidature pour l'élection de quatre conseillers municipaux

ARRÊTÉ N°2024/036

Portant convocation des électeurs de Favières à une élection municipale partielle complémentaire les 16 et 23 juin 2024 et fixant les dates d'ouverture et de clôture du délai de dépôt des déclarations de candidature pour l'élection de quatre conseillers municipaux

LE PRÉFET DE LA SOMME

Vu le code électoral, et notamment les articles L. 247, L. 255-2 à LO. 255-5 et L. 258 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2122-8 ;

Vu le décret du 07 octobre 2022 portant nomination de Madame Christine ROYER, sous-préfète de l'arrondissement d'Abbeville ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme, à compter du 24 juillet 2023 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 03 janvier 2024, portant délégation de signature à Madame Christine ROYER, sous-préfète de l'arrondissement d'Abbeville ;

Vu la démission de Monsieur Florent LEBEE, conseiller municipal, en date du 27 avril 2022 ;

Vu la démission de Monsieur Pierre MARTIN, conseiller municipal, en date du 31 décembre 2022 ;

Vu la démission de Monsieur Jean-Jacques CAPRON, conseiller municipal, en date du 17 avril 2024 ;

Vu la démission de Monsieur Hubert DEMORTAIN, conseiller municipal, en date du 22 avril 2024 ;

Considérant qu'il y a lieu de compléter le conseil municipal de Favières, conformément aux dispositions de l'article L. 2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales et l'article L.258 du code électoral ;

Sur proposition de madame la sous-préfète de l'arrondissement d'Abbeville ;

ARRÊTE

Article 1er. – Les électeurs et électrices de la commune de Favières sont convoqués le **dimanche 16 juin 2024** à l'effet de procéder à l'élection de **quatre conseillers municipaux**.

Le scrutin sera ouvert au lieu habituel de Favières, de 8 heures à 18 heures sans interruption.

Les listes électorales utilisées seront extraites du répertoire électoral unique et à jour des inscriptions intervenues jusqu'au sixième vendredi précédant le scrutin (article L.17 du code électoral), soit le 10 mai 2024, ainsi que des inscriptions dérogatoires intervenues jusqu'au 06 juin 2024 (article L.30 du code électoral) et, le cas échéant, des décisions d'inscription ou de radiation rendues par le juge d'instance (article L.20 du code électoral). La commission de contrôle des listes électorales devra se réunir impérativement entre le jeudi 23 mai 2024 et le dimanche 26 mai 2024 (article L.19, III du code électoral).

Les enveloppes utilisées sont de couleur violette.

Article 2. – Au cas où un second tour serait nécessaire, il y sera procédé dans la même forme le **dimanche 23 juin 2024**.

Article 3. – Après la clôture des opérations électorales, un extrait du procès-verbal de l'élection sera immédiatement affiché à la porte de la mairie et le second exemplaire adressé à la sous-préfecture d'Abbeville (17 rue des Minimes, 80 100 Abbeville).

Article 4. – Le dépôt d'une candidature est obligatoire pour tous les candidats aux élections municipales.

Dans les communes de moins de 1000 habitants, le dépôt d'une candidature est obligatoire uniquement pour le 1^{er} tour de scrutin. Pour le second tour, et uniquement dans le cas où le nombre de candidats présents au 1^{er} tour aurait été inférieur au nombre de sièges de conseillers municipaux à pourvoir, à savoir **4**, les candidats qui ne se seraient pas présentés au 1^{er} tour doivent déposer une déclaration de candidature.

L'enregistrement des candidatures s'effectue à la sous-préfecture d'Abbeville (17 rue des Minimes, 80 100 Abbeville), selon le calendrier suivant :

Pour le 1^{er} tour : du **lundi 27 mai 2024 au jeudi 30 mai 2024** de 09 h à 12 h et de 14 h à 16h30 excepté le **jeudi 30 mai 2024 jusqu'à 18 h**.

Pour le 2^e tour : du **lundi 17 juin 2024** de 09 h à 12 h et de 14 h à 16h30 au **mardi 18 juin 2024** de 09 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

Article 5. – La campagne électorale est ouverte à partir du lundi 03 juin 2024 jusqu'au samedi 15 juin 2024 à zéro heure pour le premier tour et du lundi 17 juin 2024 au samedi 22 juin 2023 à zéro heure en cas de second tour.

Article 6. – Les emplacements d'affichage seront attribués dans l'ordre d'arrivée des demandes en mairie, à partir du lundi 03 juin 2024 et au plus tard le mercredi 12 juin 2024 à 12 heures pour le premier tour, et le mercredi 19 juin 2024 à 12 heures au plus tard pour le second tour.

Article 7. – La sous-préfète d'Abbeville et le maire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera immédiatement affiché dans les formes et lieux accoutumés et publié au recueil des actes administratifs de la Somme.

Abbeville, le

02 MAI 2024

Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète d'Abbeville,



Christine ROYER

Service Departemental d'Incendie et de Secours

80-2024-04-12-00003

Arrêté Brevet National 2024 des Jeunes
Sapeurs-Pompiers de la Somme

Arrêté n° P-24-45

ARRÊTÉ

Brevet National 2024 des Jeunes Sapeurs-Pompiers de la Somme

**LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2021-1569 du 3 décembre 2021 relatif à la formation et au brevet national de Jeunes Sapeurs-Pompiers et de jeunes marins pompiers ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination du préfet de la Somme, Monsieur Rollon MOUCHEL-BLAISOT à compter du 24 juillet 2023 ;

Vu le décret du 3 janvier 2024 nommant Monsieur Victor JOZON, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature principale à Monsieur Victor JOZON, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté du 8 octobre 2015 relatif aux Jeunes Sapeurs-Pompiers ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2022 portant habilitation à l'Association Départementale des Jeunes Sapeurs-Pompiers de la Somme (ADJSP 80) pour les formations aux Jeunes Sapeurs-Pompiers ;

Vu le référentiel national de formation des Jeunes Sapeurs-Pompiers ;

Vu le référentiel national d'évaluation des Jeunes Sapeurs-Pompiers ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, Chef du Corps Départemental de sapeurs-pompiers de la Somme ;

ARRÊTE

Article 1^{er}. – Les dates des épreuves du Brevet National de Jeunes Sapeurs-Pompiers pour le département de la Somme sont fixées du lundi 22 au vendredi 26 avril 2024. Le jury, constitué conformément à l'article 2 ci-dessous, sera réuni le vendredi 26 avril 2024 en session principale et le 13 septembre 2024 en session de rattrapage.

Article 2. – Les membres du jury, présidé par Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ou son représentant, sont désignés ainsi qu'il suit :

- le conseiller du directeur académique des services de l'éducation nationale chargé des fonctions de chef du service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports ou à défaut, le directeur des services départementaux de l'éducation nationale ou son représentant ;
- le Médecin-Chef du Service Départemental Incendie et de Secours ou son représentant ;
- le Président de l'Association Départementale des Jeunes Sapeurs-Pompiers ou son représentant ;
- le Lieutenant de 1^{ère} classe Jean-Charles COUSIN, Officier de Sapeurs-Pompiers Professionnels ;
- le Lieutenant Frédéric LERICHE, Officier de Sapeurs-Pompiers Volontaires ;
- l'Adjudant-chef Franck MONTASSINE, formateur ayant participé à la formation ;
- l'Adjudant-chef LEGRANGER, éducateur des activités physiques.

Article 3. – Conformément à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif d'Amiens peut être saisi par voie de recours contre la présente décision dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4. – Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Somme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à chaque membre du jury.

Amiens, le 12 AVR. 2024

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de cabinet,


Victor JOZON